

## Chronique de Jacques Nikonoff du 2 juillet 2013 - Réponse aux économistes pro-euro du PCF

mardi, 2 juillet 2013 / Jacques Nikonoff /

Porte-parole du M'PEP

### RÉPONSE AUX ÉCONOMISTES PRO-EURO DU PCF

[Chronique de Jacques Nikonoff du 2 juillet 2013.](#)

**Jacques Nikonoff est porte-parole du M'PEP et ancien membre du collège exécutif du PCF, ex-président d'Attac. Derniers ouvrages publiés :**

- « Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire » (Mille et une nuits, 2011).
- « La confrontation. Argumentaire anti-FN » (Le Temps des Cerises, 2012).

Six membres de la commission économie du PCF ont publié une tribune dans *L'Humanité* du 13 juin 2013 intitulée « *Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro !* » (voir à la fin de ce texte). Leur touchant plaidoyer en faveur de la monnaie unique, à peu de choses près, étrangement, aurait pu être tenu par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Ceux qui ne partagent pas leur croyance en l'euro sont traités avec un incroyable mépris. Ils ne seraient capables que d'« *agiter l'idée de sortir de l'euro* », toute pensée rationnelle, honnête et argumentée leur étant déniée, ils ne feraient que semer une « *illusion démagogique et dangereuse* ». Minoritaires parmi les militants et sympathisants du PCF, les économistes proches de la direction du PCF, par leur attitude, veulent empêcher la tenue d'un débat qui leur échappe.

D'autant que sur le fond leur défense et illustration de l'euro est particulièrement peu convaincante. Les erreurs techniques et politiques innombrables ajoutées au manque de clarté dans la pensée et l'expression auront eu probablement l'effet inverse à celui recherché par les auteurs : ils auront convaincu un plus grand nombre de lecteurs qu'il fallait en effet sortir de l'euro !

- Pour ces 6 économistes, sortir de l'euro serait « *rester isolé face aux marchés financiers et à la spéculation déchainée* ». C'est exactement l'inverse ! C'est aujourd'hui que nous subissons les marchés financiers et la spéculation. Pour y mettre un terme, il est nécessaire de démanteler les marchés financiers, et pour y parvenir la sortie de l'euro est impérative. La spéculation porte notamment sur le marché des changes et les marchés des obligations d'État. Le marché des obligations d'État doit être définitivement fermé, tant le marché primaire (où sont émises les nouvelles obligations), que le marché secondaire (où s'échangent les obligations déjà émises). L'État, en effet – et ce principe devrait s'appliquer à tous les pays qui voudraient se libérer de la « *dictature* » des marchés financiers – ne doit plus passer par les marchés financiers pour assurer sa trésorerie et les investissements publics. Ce n'est possible qu'en trouvant d'autres sources de financement : une partie de l'épargne nationale ; des emprunts forcés auprès des banques et compagnies d'assurance qui auront été nationalisées ; la création monétaire par la possibilité à nouveau offerte à la Banque de France de faire des avances au Trésor à taux nul ou non-remboursables. Quant au marché des changes, son contrôle et celui des mouvements de capitaux – possibles qu'à la condition de sortir de l'euro – sont des mesures classiques, simples et très efficaces qui stopperont net la spéculation.
- Les 6 économistes du PCF contestent « *l'utilisation qui est faite de l'euro* » et considèrent qu'il ne faut pas sortir de la monnaie unique mais « *lutter pour un autre euro* ». Encore une fois, c'est exactement le contraire qu'il convient de faire ! Ce n'est pas « *l'utilisation* » qui est faite de l'euro qui doit être contestée, mais l'euro lui-même. L'euro est utilisé comme le prévoit le traité de Lisbonne qui décrit les objectifs et le fonctionnement de la politique monétaire et de la Banque centrale européenne. Utiliser autrement l'euro est parfaitement possible en théorie, mais est totalement illusoire dans la réalité. Il faudrait en effet, pour y parvenir, convaincre les vingt-six autres pays d'accepter de réviser le traité de Lisbonne. Pour qui s'intéresse à la culture et à la réalité politique des pays de l'Union européenne, le constat est évident : c'est impossible ! À court ou moyen terme, nous ne parviendrons pas à changer des cultures politiques enracinées dans les histoires nationales, comme par exemple la phobie monétaire en Allemagne. La crise, c'est maintenant ! C'est tout de suite qu'il faut la juguler, et cette perspective politique est incompatible avec le temps long que demande un changement des cultures politiques dans les différents pays membres de l'Union européenne.

L'euro doit être contesté pour une première raison : la zone dans laquelle il sévit n'est pas une « zone monétaire optimale » (ZMO). Dans les années 1960-1970, des économistes essentiellement anglo-saxons ont cherché à comprendre quels étaient les critères de réussite en cas d'abandon de leur monnaie nationale par plusieurs pays, et leur adoption d'une monnaie unique. Certes, leurs travaux ne sont pas à prendre pour argent comptant. Toutefois, ils mettent le doigt sur quelques aspects de pur bon sens. Pour qu'une monnaie unique fonctionne, il faut préalablement un accord politique profond entre les pays concernés. Il doit porter sur les priorités de la politique économique et sociale. Croyons-nous, comme semblent le penser les 6 économistes, qu'un tel accord existait au lancement de l'euro, ou qu'il soit possible à court ou moyen terme ? Autrement dit, croient-ils que les Vingt-Sept vont se convertir à leur thèse dans un délai suffisamment court pour permettre une action vigoureuse pour contrecarrer la crise ? Il faut aussi, pour qu'une zone monétaire soit « optimale », que les structures économiques des pays qui la composent soit suffisamment proches, que les niveaux de développement soient relativement homogènes (salaires, productivité, inflation, nature des échanges commerciaux et de la production industrielle...). Ajoutons également la nécessité d'un budget central pour organiser les mécanismes de distribution entre pays selon la conjoncture économique. Ce n'est pas avec un budget européen de 1% du PIB de l'UE – qu'aucun pays ne veut augmenter ! –, qu'il sera possible d'agir efficacement, alors qu'il faudrait 30% ou 40% du PIB. La conclusion est simple : pour qu'une monnaie unique fonctionne, un fédéralisme monétaire est indispensable. Le PCF s'est-il converti à une Europe fédérale, comme le laissent entendre ces 6 économistes, où la direction du PCF va-t-elle publier un démenti ?

- Pour ces 6 économistes du PCF, sortir de l'euro « reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE ». À nouveau c'est exactement l'inverse qu'il convient de faire, car ne pas mener la bataille pour la sortie de l'euro – et de l'Union européenne –, c'est fuir devant la lutte décisive pour briser l'ordre néolibéral mondial. Ce dernier repose sur trois composantes : les grands médias planétaires ; les firmes multinationales dont les banques et les divers fonds d'investissements ; les instances multilatérales (OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE, Union européenne). L'ensemble est coordonné par le gouvernement des États-Unis qui en assure la *leadership*. La lutte pour l'émancipation humaine nécessite de rompre avec ce système et de sortir des institutions qui en assurent le contrôle. Cela s'appelle la démondialisation. Cette nécessité devrait être encore plus forte pour ceux qui luttent pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle : comment ce dernier pourrait-il être compatible avec l'OTAN, le FMI, l'Union européenne et l'euro ?

Les signataires de la tribune parue dans *L'Humanité* avancent enfin « cinq grandes raisons » pour tenter de convaincre leurs lecteurs de rester dans l'euro. Aucune n'est recevable, toutes sont contestables.

1.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, car cela entraînerait une dévaluation du franc d'environ 25%, qui renchérirait d'autant le coût de nos importations alors que la France connaît déjà un gros déficit de sa balance des paiements (70 milliards d'euros). Cette menace est grossière. En cas d'augmentation des prix d'un certain nombre de produits importés, beaucoup de consommateurs s'en détourneront. Ils rechercheront des produits à peu près similaires, mais fabriqués en France à un coût plus faible. Ce sera bénéfique à l'emploi. Certes, si la seule mesure prise pour mettre un terme à la crise se limitait à la sortie de l'euro et à une dévaluation, les résultats ne seraient pas au rendez-vous. Qui serait assez stupide pour mener une telle politique ? La sortie de l'euro est la condition nécessaire à la résolution de la crise, mais elle n'est pas suffisante. Il faut, parallèlement, pour neutraliser le renchérissement possible du prix de certains produits importés à la suite d'une dévaluation, prendre notamment les mesures suivantes :

- Remettre en vigueur l'échelle mobile des salaires et des prix afin de rendre indolore pour les salariés et retraités l'augmentation des prix qui pourrait concerner certains produits importés.
- Diminuer la facture pétrolière en diversifiant les approvisionnements auprès du Venezuela auquel la France n'achète pas de pétrole. Comme le fait Cuba, la France pourrait payer avec des aides techniques ou des mises à disposition de personnels, en particulier pour aider ce pays à conquérir sa souveraineté et sa sécurité alimentaires. Cette politique offrirait en outre des débouchés à l'agriculture française. Rappelons également que la fiscalité compte pour 75% dans le prix du pétrole. Il faut mettre en place un système qui permette de réduire cette fiscalité quand les prix montent en modulant le taux de TVA, afin de stabiliser ce prix sur longue période.
- Réduire les importations. La France importe trop de biens qu'elle pourrait fabriquer elle-même, ou qu'elle fabriquait avant les délocalisations. Il faut produire français, relocaliser et réindustrialiser le pays. Une politique de substitution aux importations doit être développée à grande échelle, grâce aux avances que la Banque de France, libérée de la tutelle de la BCE, pourra accorder à taux nul ou non-remboursables. Il faudra produire en France des lave-linge, lave-vaisselle, fours à micro-ondes, appareils ménagers, chaussures, textile, meubles, jouets, téléphones portables, téléviseurs...
- Bénéficier momentanément des effets de la baisse du franc de 25% (grâce à la dévaluation) en augmentant les exportations. Les conséquences seront positives sur l'emploi. Certes, il ne faut pas

retomber dans les travers du libre-échange et de la priorité aux exportations. C'est pourquoi la France devra proposer à ses partenaires commerciaux de signer des accords bilatéraux s'inspirant des principes de la charte de La Havane (voir plus bas).

2.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, selon les 6 économistes proches de la direction du PCF, car l'augmentation des exportations qui en résulterait se ferait surtout « *au détriment de nos partenaires d'Europe du Sud* ». En outre, l'Allemagne verrait son « *excédent commercial gonflé* ». Le résultat d'une telle politique serait une « *surenchère entre dévaluations compétitives et rétorsions protectionnistes qui feraient s'entre-déchirer les pays européens* ».

La sortie de l'euro – et de l'Union européenne – au contraire, est le moyen incontournable de bâtir un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération entre les peuples souverains. Au cœur de cette perspective enthousiasmante se trouve la charte de La Havane. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les accords de Bretton Woods débouchent sur la création du FMI et de la Banque mondiale. Le troisième pilier, portant sur le commerce international, ne fait pas consensus car les États-Unis refusent de ratifier la charte de La Havane pourtant signée par 53 pays en 1948. Cette charte fixe le plein-emploi pour tous les pays comme but au commerce international. Pour y parvenir, un principe essentiel est retenu : l'équilibre de la balance des paiements. Celui-ci s'obtient, notamment, par des mesures protectionnistes ponctuelles acceptées et négociées au grand jour. Voilà ce qu'il faut faire ! Proposer à tous les partenaires commerciaux de la France de s'engager dans cette reconstruction de l'ordre commercial mondial en le débarrassant du libre-échange. Bien évidemment, les pays qui refuseront ces accords en préférant le libre-échange, verront s'appliquer par la France des mesures de sauvegarde comme la mise en place de quotas d'importations ou des augmentations de droits de douanes. Il y aura un peu de chahut, mais qui peut croire que la destruction de l'ordre néolibéral et la construction d'un nouvel ordre international se fera sans contradictions ?

Les pays du sud de l'Europe ne seront donc pas affectés par une dévaluation du franc, au contraire. Ils ont intérêt eux-aussi à sortir de l'euro et à dévaluer. La décision de la France pourrait les inciter à le faire et jouer un rôle d'entraînement. Quant à l'Allemagne, la baisse du franc obtenue par la dévaluation facilitera les exportations françaises dans ce pays, et diminuera les importations allemandes en France. C'est évident. La balance commerciale allemande baissera, contrairement à ce qu'affirment étrangement les 6 économistes communistes.

3.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, selon ces économistes, car la dette publique, détenue à 60% par des non-résidents, serait renchérie de 25% par la dévaluation. En outre, la dévaluation permettrait à des capitaux étrangers de mettre la main sur certains atouts productifs de la France.

Encore une fois, c'est exactement le contraire qui se produira si la sortie de l'euro s'organise comme nous le préconisons. Il devrait être évident pour tous ceux qui veulent mettre un terme à la crise, que l'annulation de la dette publique française est un impératif incontournable. Comme, d'ailleurs, pour la Grèce, l'Espagne, l'Italie... On regrettera ici que les 6 économistes communistes ne reprennent pas cette revendication. La dette publique est le résultat des politiques néolibérales, il est donc parfaitement légitime de l'annuler. Elle est détenue, pour une part, par des spéculateurs français et étrangers. Il ne faut donc pas avoir d'états d'âme pour l'annuler. À partir de là, des discussions s'engageront avec les créanciers pour restructurer cette dette, afin que la France décide qui sera remboursé totalement, partiellement ou pas du tout. Évidemment, ceux des créanciers qui seront remboursés le seront en francs (par création monétaire !). Comme le franc ne sera pas convertible, ces créanciers regarderont ces francs comme une poule regarde un couteau. Ils n'auront alors qu'une seule solution : acheter des produits français avec les francs qui leur auront été remboursés. Au total, non seulement la dette publique ne connaîtra pas de renchérissement, mais elle sera annulée, les 50 milliards d'euros de charge de la dette deviendront disponibles pour financer des politiques sociales ou des investissements publics.

Quant au risque d'achat d'actifs productifs français par des capitaux étrangers, il est inexistant dans le schéma que nous proposons. En effet, le franc n'étant pas convertible, et le contrôle des changes et des mouvements de capitaux étant en vigueur, aucun investisseur ne pourra se procurer des francs sans autorisation de l'État. Si, malgré tout, des investisseurs disposaient de francs et souhaitaient acheter des actifs productifs, ils seraient immédiatement bloqués par une loi interdisant la vente des biens productifs français, qu'elle se fasse par l'achat d'actions cotées ou non en Bourse. Qui sait par exemple que l'Allemagne, en avril 2008, a adopté une loi rendant nécessaire une autorisation pour « *tout investissement supérieur à 25% du capital d'une entreprise dans le domaine des "infrastructures stratégiques" et dès lors que l' "intérêt national" est en jeu* » ? Pourquoi la France n'aurait-elle pas le droit de voter une loi semblable, avec un taux de 1% par exemple, et pour toutes les entreprises considérées stratégiques ou non ?

4.- Pour les 6 économistes du PCF, il ne faudrait pas sortir de l'euro – ce serait même « *la raison la plus importante* » -, car « *on déserrerait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne* ».

Hélas, une nouvelle fois, force est de constater qu'il faut faire exactement le contraire de ce que proposent ces 6 économistes. C'est en sortant de l'euro et de l'Union européenne – et seulement à ces conditions – qu'il sera possible de bâtir d'autres relations entre les pays européens, mais aussi avec ceux

de la rive sud de la Méditerranée. Il est désespérant de devoir rappeler, ici, à des communistes, les origines de la « *construction* » européenne. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, face à l'extension du camp communiste en Europe de l'Est et en Asie, les Américains ont déployé une stratégie pour consolider et réorganiser le capitalisme. Le président américain Harry Truman, en 1947, décidait ainsi de mettre en place la politique de *containment* (l'« *endiguement* »). Il annonçait sa vision d'un monde scindé en deux camps opposés et irréconciliables. À la tête du « *monde libre* », opposé au communisme, les États-Unis prenaient rapidement la tête d'initiatives politiques, économiques et militaires qui avaient pour but d'empêcher l'expansion du communisme. Ils décidaient notamment de :

- Contenir le bloc soviétique en construction.
- Endiguer les partis communistes d'Europe de l'Ouest, notamment en France et en Italie.
- Favoriser la reconstruction économique et industrielle de l'Europe de l'Ouest pour qu'elle puisse acheter les produits américains et produire elle-même ses propres moyens de défense sur le plan militaire.

À partir de 1947, le plan Marshall n'a pas été l'œuvre philanthropique que certains croient y voir, mais l'outil de financement de la stratégie de guerre froide américaine. Le projet américain s'est également incarné dans la création de l'OTAN en 1949 et dans la tentative de création d'une armée fédérale européenne sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN nommé par le président des États-Unis, la Communauté européenne de défense (CED), heureusement rejetée. C'était la manière la plus simple de priver les États européens d'une défense souveraine. Quant aux « *pères fondateurs* » de la « *construction* » européenne, Robert Schuman et Jean Monnet, à qui on élève des statues, ils mériteraient qu'on rappelle quelques vérités. Ils étaient en effet des agents américains, Robert Schuman étant de surcroît un collaborateur notoire du régime de Vichy. Tous les dirigeants de l'Union européenne, s'ils n'ont pas été formellement des agents américains comme Jean Monnet en particulier, ont néanmoins été des agents « *objectifs* ». c'est le cas de cette cohorte de banquiers passés par Goldman Sachs avant d'atterrir à la BCE, dans les banques centrales des pays membres ou même à la tête d'États comme la Grèce et l'Italie.

On ne fera pas du neuf avec du vieux. Pour bâtir un nouvel ordre politique, environnemental et économique international fondé sur l'amitié et la solidarité entre les peuples souverains, il faudra sortir de tous les cadres institutionnels mis en place par les classes dirigeantes.

Pour les 6 économistes communistes, en outre, il faudrait « *exiger que la BCE finance directement un très grand essor des services publics et de leur coopération en Europe. Pour cela, chaque pays émettrait des titres de dette publique rachetés par la BCE. L'argent serait affecté à un fonds social solidaire et écologique de développement des services publics européens, géré démocratiquement, qui le répartirait entre chaque pays proportionnellement à ses besoins.* »

Cette gigantesque usine à gaz appelle plusieurs remarques qui, toutes, en démontrent la vacuité.

On peut « *exiger* » tout ce que l'on veut de la BCE, celle-ci ne changera pas de politique tant que le traité de Lisbonne ne sera pas révisé. Les conceptions monétaires en vigueur parmi les élites des pays membres de l'UE étant ultra-majoritairement monétaristes, il n'y a strictement aucune chance de parvenir à un accord avec eux sur des politiques monétaires qui sont à l'opposé de leurs croyances. Pendant que l'on « *exige* » ceci ou cela auprès de la BCE, la crise continue. L'extrême droite progresse partout en Europe. Les forces de progrès, engluées dans le mythe européen, stagnent ou régressent. Il faut que chaque pays, en fonction de son agenda politique, de sa situation économique et de ses mobilisations sociales, sorte de l'euro et de l'Union européenne à son rythme, avec la perspective universaliste que nous proposons.

Admettons, néanmoins, qu'un miracle se produise et que le traité de Lisbonne soit révisé rapidement (dans les mois qui viennent si on veut avoir un effet positif sur la crise), conformément aux vœux de nos 6 économistes proches de la direction du PCF.

Un tel système, tout d'abord, n'ayant pas de limites précisées ni pour le volume des émissions de titres réalisées par les États, ni pour le volume des achats de ces titres par la BCE, ne saurait être approuvé par quelque gouvernement que ce soit. Ce dispositif n'a, en effet, ni queue, ni tête. Pour qu'il soit à peu près acceptable, il faudrait fixer un « *plafond* » à cette création monétaire sans limite que proposent les économistes du PCF.

Un tel système, ensuite, laisse des éléments essentiels à sa compréhension dans l'ombre, ajoutant une raison supplémentaire à l'impossibilité de son adoption, même par des gouvernements qui seraient en sympathie avec les 6 économistes du PCF. En effet, ces émissions de titres sont supposées servir à financer les services publics ; se substituent-elles aux émissions de dette publique visant à financer les investissements publics et la trésorerie de l'État, ainsi que les emprunts arrivant à échéance ? Si oui, comment admettre qu'une instance supranationale – la BCE – décide du volume d'emprunts qu'elle va acheter à tel ou tel pays, reléguant les parlements à un rôle de spectateur ? Si non, comment justifier un double système de financement public : l'un, pour l'État, qui continuerait à reposer sur les marchés financiers par ailleurs dénoncés ; l'autre, pour les services publics, qui serait sorti des marchés financiers et mis entre les mains de la BCE ? Dans le schéma proposé par les économistes du PCF, il n'est jamais

question de rembourser ces emprunts à la BCE. S'il n'y a pas de remboursement, c'est de la création monétaire pure. S'il y a remboursement, il faut dire à quel taux, mais dans ce cas quel intérêt de passer par toute cette tuyauterie alors qu'il est bien plus simple, comme nous le préconisons, que les banques centrales des pays de l'Union européenne retrouvent leur liberté et puissent faire des avances à leurs États respectifs.

Un tel système, enfin, manque de cohérence. D'un côté, le financement des services publics est un sujet qu'il faut évidemment traiter, mais il faut également s'occuper du financement de la réindustrialisation dans le cadre d'une mutation du mode de production, de la transition énergétique, etc. Pourquoi le mutisme des 6 économistes du PCF sur ces questions ? D'un autre côté, la coopération internationale n'a aucune raison de rester prisonnière du cadre étroit des 27 pays membres de l'Union européenne. Il existe des pays européens non membres de l'UE (22 au total !), pourquoi ne rien envisager avec eux ? Il existe aussi les pays de la rive sud de la Méditerranée ; pourquoi les laisser tomber en cédant à une obsession euro-centrée dépourvue de toute vision stratégique ?

5.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, pour ces 6 économistes, car il ne resterait alors plus que le dollar « *comme monnaie de réserve internationale [...] son hégémonie en serait confortée* ». Les 6 économistes du PCF terminent leur tribune par ce commentaire pathétique : « *mais si l'euro disparaît, comment peser dans une négociation mondiale en alliance avec les pays émergents contre le dénominateur commun américain ?* ».

Il est étonnant de lire sous la plume d'économistes communistes un tel soutien à l'euro, car son rôle supposé de monnaie de réserve internationale fait partie de la verroterie agitée par les oligarques européens pour le faire accepter par les peuples.

Évoquons d'abord les « *négociations mondiales* » dont parlent les 6 économistes. Elles n'ont aucune réalité pour l'instant. On trouve, certes, des organisations multilatérales qui sont, à part l'ONU, les piliers de l'ordre néolibéral mondial. On ne peut donc pas parler, à leur propos, de « *négociations* » qui s'y tiendraient entre nations souveraines puisque les ficelles sont tirées par les Américains. Parmi l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, quelles sont les institutions qui ont vu l'Union européenne manifester une quelconque pugnacité à négocier ? L'ONU ? Ce ne peut être le cas puisque l'UE ne dispose que d'un statut de second ordre – « observateur » – et ne jouit pas des droits accordés aux États membres (intervenir dans les débats, distribuer des documents officiels, faire des amendements, soulever des points d'ordre, etc.). L'Union européenne cohabite ainsi à l'ONU avec des dizaines d'organisations qui ont le même statut d'observateur qu'elle, comme l'Autorité internationale des fonds marins, le Comité international de la Croix-Rouge ou l'Ordre de Malte. Les eurocrates en sont malades. Car leur rêve est d'avoir un jour un siège unique pour l'Union européenne au Conseil de sécurité ! Si ce n'est pas à l'ONU, c'est peut-être à l'OTAN ? Là non plus ce n'est pas le cas puisque seuls les États peuvent être membres de l'OTAN. Si ce n'est ni l'ONU et ni l'OTAN qui ont vu s'exercer le « *poids* » grandissant de l'UE, est-ce le FMI ? Nouvelle déception puisque le FMI compte 187 pays membres, mais pas l'Union européenne. Il reste encore la Banque mondiale. Hélas, une nouvelle fois le nom de l'Union européenne n'apparaît pas dans la liste des 187 États membres. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) sera-t-elle l'organisation internationale dans laquelle l'UE, à défaut d'être hégémonique, joue un certain rôle ? Certes, l'Union européenne fait bien partie des 153 membres de l'OMC. Mais qu'y a-t-elle fait de particulier, si ce n'est d'être plus royaliste que le roi en matière de libre-échange et d'être le super-VRP des firmes multinationales européennes ? Il ne reste, en matière d'enceintes internationales, que le G8, le G20 et les sommets sur le climat. Rien à dire de particulier sur l'Union européenne dont le principal objectif est de placer sur la photo de famille ses fantomatiques représentants : Messieurs Barroso et Van Rompuy et la diaphane madame Ashton.

S'il n'existe pas à proprement parlé de « *négociations mondiales* » pour le moment, cela ne signifie pas qu'il n'en existera jamais. Il faut néanmoins en apprécier correctement les conditions politiques de réalisation. Les États-Unis, aujourd'hui, sont un État hors la loi, dans le sens où ils refusent quasi-systématiquement la signature d'accords internationaux. C'est le cas du protocole de Kyoto, de nombreuses conventions de l'Organisation internationale du travail, etc. Ils ne sont donc pas du tout dans une stratégie de négocier quoi que ce soit. Pour qu'il y ait négociation, il faudra un vaste mouvement planétaire des peuples pour l'imposer, situation dont nous sommes encore loin. Il faudra aussi une pression accrue des BRICS qui n'ont pas choisi, pour l'instant, la confrontation avec les États-Unis. Les « *négociations mondiales* » dont parlent les 6 économistes communistes ne sont donc qu'une peau de lapin. De surcroît, si au demeurant de telles « *négociations mondiales* » voyaient le jour, les représentants de l'UE, en l'état actuel des rapports de forces, choisiraient automatiquement le camp américain, pas celui des BRICS. Il faudrait donc d'abord que le rapport de forces change du tout au tout au sein de l'UE. C'est encore un obstacle supplémentaire qui fait de ces « *négociations mondiales* » une simple vue de l'esprit, même si tout le monde aimerait qu'elles aient lieu.

Évoquons maintenant le rôle supposé de monnaie de réserve internationale que les 6 économistes du PCF attribuent à l'euro. Disons-le d'emblée, l'euro n'est pas devenu une monnaie mondiale de réserve. Un des arguments principaux des oligarques européens pour justifier la création de l'euro a été qu'en faisant disparaître les fluctuations des taux de change entre les monnaies nationales, la monnaie unique deviendrait une monnaie internationale de réserve. Elle pourrait alors concurrencer le dollar dans la course à l'attraction des capitaux. C'est cela que veulent les 6 économistes communistes, renforcer

l'attractivité des capitaux libellés en euro, c'est-à-dire accélérer la spéculation ? Certes, la part de l'euro dans les échanges internationaux, et surtout dans les placements, s'est accrue. Mais à aucun moment le statut du dollar comme monnaie commune mondiale de fait n'a été menacé par l'euro. Et la crise actuelle de l'euro éloigne pour longtemps cette rêverie.

Il faut quand même rappeler que pour concurrencer le dollar et tenter de devenir une monnaie de réserve mondiale, de multiples directives européennes ont été mises en œuvre pour libéraliser les marchés de capitaux. La première a été la directive « *marchés de capitaux* » dont l'objectif était de faire des marchés des obligations d'États les surveillants des politiques publiques. L'euro a été le vecteur conçu pour permettre la libre circulation des capitaux.

Le raisonnement tenu par les oligarques européens était simple et même simpliste. Les marchés financiers (surtout le marché obligataire) n'aiment pas les pays trop endettés car l'accumulation de leurs dettes peut les conduire à ne plus pouvoir ou vouloir les rembourser en totalité ou partiellement. Pour continuer à acheter la dette des États (leur prêter de l'argent), les investisseurs (spéculateurs) vont donc demander des taux d'intérêt plus élevés pour rémunérer leur risque supposé. Conséquence : si les États veulent emprunter à des taux d'intérêt raisonnables, ils devront réduire leur dette. Et pour y parvenir, la meilleure discipline pour contrôler les dépenses publiques serait donc le marché, à condition qu'il soit totalement dérégulé, qu'aucune intervention extérieure – en particulier des États – ne vienne perturber son équilibre spontané et qu'il soit fluide grâce à l'euro.

Pour assurer cette liberté totale des mouvements de capitaux, il fallait ouvrir la zone euro à tous les capitaux, et pas seulement aux capitaux de la zone. C'est ce qui a été fait le 1er juillet 1990, quand la libéralisation complète des mouvements de capitaux a été réalisée, les contrôles de changes supprimés dans les pays où ils subsistaient encore. Une telle déréglementation a favorisé des mouvements spéculatifs de très grande ampleur, contribuant à fabriquer la mondialisation financière. L'Union européenne et la zone euro en particulier ne sont donc pas les « *victimes* » de la mondialisation financière, elles en sont les co-géniteurs à cause notamment de l'euro !

Toute la « *construction* » européenne a été subordonnée à ce but : attirer vers les marchés financiers européens les capitaux libres recherchant à l'échelle de la planète une rentabilité maximale et à très court terme. C'est cet objectif qui explique la poursuite obsessionnelle d'une politique de taux de change élevés, appuyée sur des taux d'intérêt supérieurs à ceux des États-Unis. C'est ainsi que pour compenser le renchérissement des produits européens face à leurs concurrents de la zone dollar et des pays émergents (en raison de l'euro « *fort* »), les entreprises européennes ont été volontairement poussées à exercer une pression sans cesse croissante sur les coûts salariaux et sur l'emploi. L'accélération des délocalisations ne trouve pas d'autre explication. Et c'est bien l'euro qui en est responsable.

La disparition de la variabilité et des incertitudes des taux de change entre les anciennes monnaies de la zone euro n'a donc pas, contrairement à ce qu'affirme la propagande de Bruxelles, créé d'« *anticipations favorables* » au développement des investissements productifs. Certes, des capitaux ont afflué dans la zone euro. Mais la rentabilité de ces capitaux, à seul objectif spéculatif, étant supérieure à la rentabilité des investissements productifs, les premiers ont asséché les seconds. Les capitaux attirés dans la zone euro n'ont pas eu l'effet bénéfique escompté sur l'activité économique, ils ont même eu l'effet inverse puisqu'ils alimentent des « *bulles* » notamment immobilières. Voilà le résultat de la politique monétaire visant à faire de l'euro une monnaie de réserve mondiale !

Il faut ajouter que le marché unique des capitaux a encouragé une baisse de la fiscalité sur le capital qui est devenue l'un des éléments, sinon l'élément principal de l'attractivité du capital. Cette situation a conduit à une sous-imposition générale des revenus du capital, chaque État réduisant ses prélèvements dans l'espoir de faire affluer les capitaux chez lui. Les États ont été ainsi privés de recettes fiscales, phénomène qui est l'une des sources principales des déficits publics, le poids de la fiscalité repose alors toujours plus sur les ménages.

Alors non au rôle de monnaie de réserve de l'euro ! L'euro, de toute manière, ne peut pas devenir une vraie monnaie mondiale et restera une monnaie servant de variable d'ajustement aux grands opérateurs internationaux comme les Banques centrales. C'est-à-dire une monnaie dont on se débarrasse en premier selon la conjoncture. Résultat : une volatilité erratique et permanente de la parité de l'euro avec les autres devises.

En conclusion, la tentative de transformer l'Union européenne et l'euro de l'intérieur est un leurre. La stratégie du « *bon euro* » entraîne le mouvement populaire dans l'impasse et la paralysie. Pour qu'un « *bon euro* » voit le jour, il faudrait un État fédéral européen capable de le piloter et doté d'un budget significatif. Ainsi la dérive européiste des économistes pro-euro du PCF les conduit au fédéralisme. En outre, ils ne se rendent même pas compte qu'un « *bon euro* » remettrait en cause leur vœu - pieux ! - de faire de l'euro une monnaie mondiale. En effet, si la « *discipline budgétaire* » était remise en cause notamment par des prêts directs de la BCE aux États, l'euro s'effondrerait sur les marchés et, probablement, disparaîtrait.

Pour bâtir un monde meilleur – *a fortiori* un socialisme -, il faut impérativement se libérer des institutions qui servent de piliers à l'ordre néolibéral mondial. Recouvrer sa souveraineté monétaire est un impératif décisif pour les forces politiques qui souhaitent transformer la société.

Le 13 Juin 2013

## Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro !

*Tribune, par Par Paul Boccarda, Frédéric Boccarda, Yves Dimicoli, Denis Durand, Jean-Marc Durand, Catherine Mills, membres de la commission économie du PCF.*

La colère contre l'austérité monte de partout en Europe, mettant en accusation la faillite morale des dirigeants qui, en alternance, prônent la soumission aux exigences des marchés financiers. Le chômage fait rage, frappant de façon brutale et massive les jeunes.

La souffrance sociale terrible fait grandir des illusions de fausse radicalité. D'un côté, comme l'ont confirmé les Grecs eux-mêmes, le refus est majoritaire de sortir de l'euro. Il ne s'agit pas de rester isolé face aux marchés financiers et à la spéculation déchaînée. Mais, d'un autre côté, gronde la protestation contre l'utilisation qui est faite de l'euro, si favorable à la domination des marchés financiers et des grandes banques. D'où les propositions de certains pour sortir de l'euro.

François Hollande répète que la crise de l'euro est finie. Le diagnostic est aussi erroné et trompeur que la promesse d'une inversion de la courbe du chômage en France fin 2013.

Le reniement de celui qui avait promis, « si (il était) élu président », de « renégocier » le traité Merkozy, de « réorienter la BCE », de s'attaquer à son « ennemi » la finance, et de « défendre la croissance » est d'autant plus nocif que la France, à la fois dominée et dominante dans l'Union européenne, occupe une place charnière pour transformer la zone euro. Il se plie devant les exigences d'Angela Merkel et de la finance allemande, tout en prétendant servir les intérêts français.

Face à ces blocages, certains agitent l'idée de sortir de l'euro. Cela reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE.

C'est une illusion démagogique et dangereuse, pour cinq grandes raisons.

**1** – Le commerce extérieur de la France souffre d'un déficit annuel de 60 à 70 milliards d'euros. Le retour au franc, qui se ferait alors au prix d'une dévaluation de l'ordre de 25 % par rapport à l'euro, entraînerait automatiquement un enchérissement du même ordre du coût de nos importations.

**2** – Ce ne serait pas très grave, nous dit-on, parce que, grâce à la dévaluation du franc, nos exportations s'envoleraient. Mais c'est ne pas voir combien la croissance est durablement lente de partout. C'est ne pas comprendre à quel point le surcroît de compétitivité-prix que cela prétendrait donner aux exportations françaises se ferait surtout au détriment de nos partenaires d'Europe du Sud, l'Allemagne voyant au contraire son excédent commercial gonflé par une dévalorisation du travail des Français qui rendra meilleur marché ses importations en provenance de son principal partenaire commercial. Tout cela dans un contexte de spéculation déchaînée. Bref, ce serait là le scénario noir de la surenchère entre dévaluations compétitives et rétorsions protectionnistes qui ferait s'entre-déchirer les pays européens. Ce sont les politiques d'austérité qu'il faut mettre en cause, avec les luttes pour la relance d'une croissance de progrès social que permettraient précisément un autre euro et une autre utilisation de la BCE de façon solidaire.

**3** – Notre dette publique a été très internationalisée depuis les années 1980. Aujourd'hui elle est détenue à 60 % par des opérateurs non résidents, banques, sociétés d'assurances, fonds de pension... Le retour au franc dévalué entraînerait automatiquement un enchérissement de 25 % sur les quelque 1 140 milliards d'euros de titres de dette détenus hors de France. Exprimés en francs, les intérêts payés bondiraient, alors même qu'ils absorbent déjà quelque 50 milliards d'euros par an ! Par contre, la dévaluation du franc permettrait à des capitaux étrangers, allemands notamment, de mettre la main à très bon compte sur nombre de nos atouts productifs.

**4** – La raison la plus importante, c'est qu'en sortant de l'euro, on déserterait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne, au mépris d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des peuples et, notamment, sur l'aide aux pays d'Europe du Sud. On passerait à côté d'une opportunité historique pour changer la situation économique et sociale en France, en Europe et dans le monde. Une nouvelle politique solidaire dans l'Union européenne s'appuierait sur la force de la monnaie que peut créer la BCE. Alors que chaque pays européen dispose, isolément, d'un potentiel restreint, la création monétaire en commun, avec l'euro, offre des potentiels bien plus importants, car elle est assise sur la capacité de production de richesses et la créativité de 322 millions de personnes.

Appuyons-nous sur l'échec de la construction actuelle de l'euro non pour régresser par rapport aux besoins de changements et de solidarité entre Européens, mais pour un nouveau type de croissance et de développement. À partir de la protestation qui enfle dans tous les peuples de l'Union contre l'austérité, le pacte de stabilité et le sabotage des services publics, exigeons que la BCE finance directement un très grand essor des services publics et de leur coopération en Europe. Pour cela, chaque pays émettrait des titres de dette publique rachetés par la BCE. L'argent serait affecté à un fonds social solidaire et écologique de développement des services publics européens, géré démocratiquement, qui le répartirait entre chaque pays proportionnellement à ses besoins.

À partir des luttes pour l'emploi et les salaires, contre le rationnement du crédit pour les PME, exigeons que la BCE cesse de refinancer les crédits accordés aux spéculateurs et aux entreprises qui suppriment

des emplois, précarisent ou délocalisent. Exigeons qu'elle refinance les crédits pour les investissements matériels et de recherche des entreprises à des taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à 0 %, voire en dessous, que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés, plus de progrès écologiques.

**5** – Sur le terrain mondial, si l'on supprime l'euro, il ne resterait plus que le dollar comme monnaie de réserve internationale. Son hégémonie en serait confortée. La création monétaire du dollar permet aux États-Unis de financer leur domination économique, culturelle et militaire. Elle leur permet aussi de s'endetter dans leur propre monnaie auprès du reste du monde. La Chine, la Russie, des pays latino-américains veulent s'émanciper de cette domination par la promotion d'une monnaie commune mondiale à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, proposition avancée dans les rangs du PCF et dans le programme du Front de gauche « l'Humain d'abord ! ». Mais si l'euro disparaît, comment peser dans une négociation mondiale en alliance avec les pays émergents contre le dominateur commun américain ?

On voit donc qu'une autre utilisation de l'euro peut contribuer, de façon décisive, non seulement à une autre croissance de progrès social dans l'Union européenne, mais à un changement fondamental sur le plan monétaire, économique et social dans le monde.

*Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS*